

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse  
**Band:** - (2016)  
**Heft:** 3

**Artikel:** Lettre ouverte aux initiateurs du référendum contre DEVA  
**Autor:** Keckeis, Christophe / Juilland, Dominique  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-781432>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 29.03.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**



Le DEVA garantit un financement augmenté à 5 milliards par an. La remise en cause du DEVA remet le financement et les programmes d'armement en question. Ci-contre, le DRA 10.

Photo © Forces Terrestres.

## Politique de sécurité

### Lettre ouverte aux initiateurs du référendum contre DEVA

**Cdt C Christophe Keckeis ; div Dominique Juillard**

Ancien Chef de l'Armée ; Président de l'Association de la *Revue Militaire Suisse* (ARMS)

**L**es Chambres fédérales ont adopté à une très large majorité le projet de réforme de l'armée appelé DEVA.

Vous avez lancé un référendum pour empêcher cette réforme. Vous avez fait usage d'un droit éminemment démocratique et bien ancré dans notre tradition politique. Loin de nous l'idée de vous contester ce droit. Notre but est uniquement de vous faire prendre conscience de l'énorme responsabilité qui pèse sur vos épaules en lançant ce référendum. Car contrairement à ce que font miroiter vos motivations pour une défense crédible, votre démarche affaiblit de fait nos institutions Parlement et Armée, et donc la sécurité de notre pays.

En effet, si la réforme dite DEVA était rejetée, cela signifierait que la cadre juridique et l'organisation actuelle de l'armée resteraient en place. Or l'armée n'est aujourd'hui plus en mesure de faire face avec succès aux dangers auxquels est exposé notre pays et à plus ou moins courte échéance, elle est condamnée à devenir une coquille vide, faute de moyens financiers pour acquérir armes et matériels pour toutes les unités, cadres pour conduire les opérations et citoyennes et citoyens pour alimenter les formations militaires.

En effet, l'armée d'aujourd'hui :

- n'est pas capable de réagir rapidement et de manière flexible aux risques et menaces du moment faute d'absence d'un système de mobilisation ;
- ne donne pas à tous les cadres et soldats ni l'instruction solide ni les équipements modernes nécessaires pour avoir une chance d'accomplir avec succès la tâche qui leur est demandée ;
- est surdimensionnée par rapport aux moyens financiers disponibles pour la défense et aux ressources démographiques du pays.

Par ailleurs, l'argument principal que vous invoquez, la réduction de moitié des effectifs de 220'000 à 100'000

est, si on regarde les réalités en face, totalement faux. Aujourd'hui, l'effectif total de l'armée n'est plus que de 170'369. Après la mise en œuvre du DEVA, l'effectif engageable sera à peu près le même.

Vous reprochez à DEVA de faire de l'armée de milice une armée professionnelle. Cette critique est dénuée de tout fondement puisque le taux de militaires de métier ne sera pas plus élevé dans le projet DEVA qu'aujourd'hui. Tous les jeunes citoyens aptes continueront à être astreints au service militaire et toutes les fonctions de cadre jusqu'à y compris celle de Chef de l'armée restent accessibles aux miliciens. Il suffit de lire attentivement le message aux Chambres fédérales pour s'en convaincre.

En démocratie – et c'est bien ainsi – seuls les projets susceptibles de rallier une majorité de citoyens derrière elles ont une chance d'aboutir. C'est le cas pour DEVA. Certes, il s'agit d'un compromis : financier, démographique, de société. Mais un compromis acceptable autant par ceux qui voudraient une armée nettement plus réduite (sans parler de ceux qui voudraient sa suppression) et ceux qui comme vous croient encore à la possibilité de financer et d'alimenter en cadres et soldats une grande armée forte en effectifs.

DEVA est la réponse à cette recherche d'équilibre. C'est un compromis réaliste, politiquement accepté par le Parlement nouvellement élu, qui permet de faire face avec une réelle chance de succès aux risques sécuritaires auxquels est exposé notre pays sans mettre en danger les autres tâches régaliennes comme la sécurité sociale, l'éducation et le bien-être.

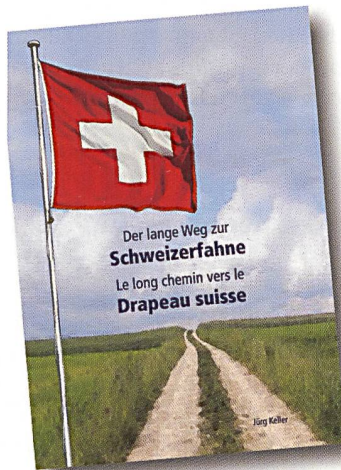
Les débats menés ces dernières années autour de l'armée le prouvent bien : il ne sera pas possible de trouver une majorité pour augmenter sensiblement les dépenses pour la défense et la sécurité. Avoir obtenu 20 milliards sur 4 ans pour la défense nationale est un succès historique. Il est peu élégant de freiner un nouveau Parlement qui, de plus, est favorable à l'armée, par un référendum de ce type. Les seuls résultats que vous obtiendrez en lançant ce

référendum contre DEVA, c'est d'une part de raviver l'esprit de lutte de ceux qui veulent la réduction, voire la suppression de notre défense nationale et d'autre part, à court terme, d'affaiblir encore l'armée, faute de moyens financiers pour l'armer et l'équiper et faute de ressources démographiques pour l'alimenter.

Plutôt que de combattre le projet DEVA, vous feriez mieux de vous intéresser à un mal sournois qui risque d'être beaucoup plus mortifère pour l'armée : l'accès facilité au Service civil. Depuis la suppression du passage des candidats au service civil devant une commission jugeant de la gravité du conflit de conscience, l'armée perd chaque année en moyenne près de 6'000 citoyens aptes à faire service, et parmi eux souvent des gens qui par leurs qualités pourraient assumer des responsabilités de cadres. S'il y a certainement parmi ces citoyens un petit nombre qui réellement souffrent d'un grave conflit de conscience, il y a en a bien d'autres qui ont des motivations beaucoup moins honorables. Il faut comprendre que cette diminution d'effectifs vide l'armée de sa substance démographique et qu'à terme elle ne pourra pas y survivre. Ce danger-là est de loin bien plus grave que l'ajustement que propose DEVA.

C. K. & D. J.

## Nouvelles publications aux Editions VSAM



### Der lange Weg zur Schweizerfahne

#### Le long chemin vers le Drapeau suisse

L'auteur, le brigadier à d Jürg Keller, explique en français et en allemand, ainsi qu'au moyen de nombreuses illustrations, comment il est arrivé que le symbole national de la Suisse soit de nos jours une croix blanche alésée sur fond rouge.

Format A4, relié, 152 pages, entièrement en couleurs. Prix: 42.- CHF, sans les frais de port.

### Die 4.7 cm Munition der schweizer Armee

L'auteur Peter Jäggi a établi un tableau synoptique exhaustif de ce calibre, illustré par des plans d'origine et des photos. Ces munitions étaient utilisées pour le canon d'infanterie mobile ainsi que pour sa version en casemate et antichar. N'existe-t-elle en version allemande.

Format A4, broché, 40 pages, entièrement en couleurs. Prix: 12.- CHF, sans les frais de port.



[www.armeemuseum.ch](http://www.armeemuseum.ch)

Mail: [info@armeemuseum.ch](mailto:info@armeemuseum.ch) - [shop@armeemuseum.ch](mailto:shop@armeemuseum.ch)

### La Colonne du chef de l'Armée

#### Merci !

Chers cadres,  
Chères lectrices, chers lecteurs,

Vous savez certainement que le Conseil fédéral a chargé l'armée de se préparer à d'éventuels engagements. Les conflits toujours plus nombreux dans le monde et les difficultés économiques aux frontières méridionales de l'Europe ont entraîné une forte augmentation des flux migratoires. L'armée doit se tenir prête à appuyer le Corps de gardes-frontière et le Secrétariat d'Etat aux migrations. Si nécessaire, elle devra le faire en engageant davantage de militaires que prévu dans les planifications actuelles. Dans ce cas, nous devrions alors convoquer encore plus d'unités. Car nous ne sommes, en fin de compte, pas une armée en cours de répétition. En tant qu'unique réserve stratégique destinée à garantir la sécurité de notre pays, nous devons savoir faire preuve de flexibilité. Nous ne savons pas encore si un tel engagement sera nécessaire. En effet, l'évolution des flux migratoires ne peut pas être prévue avec certitude. Si, finalement, il n'y a pas besoin de notre intervention, tant mieux : nous en serions tous très heureux. Mais dans le doute, les services doivent être planifiés à double : en tant qu'engagement et en tant que CR d'instruction.

Faites-vous partie des personnes incorporées dans l'un des huit bataillons concernés? Avez-vous réglé les problèmes soulevés par le déplacement de votre service en discutant avec vos familles et vos employeurs? Vous méritez tous nos remerciements pour avoir su faire preuve de flexibilité, car cela ne va pas de soi. Je suis particulièrement fier de la compréhension dont fait preuve la majorité des militaires et des cadres. Lorsque les dates de CR ne conviennent absolument pas, nous cherchons à proposer des solutions. L'armée doit fournir les prestations requises, mais nous disposons d'une certaine marge grâce au nombre de bataillons prévu. Ainsi, en cas de difficulté majeure, des solutions individuelles peuvent être envisagées.

A ce sujet, j'estime qu'il faut faire une distinction. S'il s'agit d'un service d'instruction planifié de longue date, je compte sur votre présence. Si, en revanche, le pays et l'armée fait appel à vous pour un engagement extraordinaire, vous pouvez compter sur mon appui afin qu'une solution satisfaisante pour tout le monde soit trouvée.

Cdt C André Blattmann  
Chef de l'Armée

Le CdA parle à l'Assemblée des délégués de la SSO à Coire.  
Photo © A+V.

